

DÉCLARATION COMMUNE DE LA RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU G7 DANS LA RÉGION DE NIAGARA

Le 12 novembre 2025 – Région de Niagara (Ontario) – Affaires mondiales Canada

Nous, les ministres des Affaires étrangères du G7 représentant l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, ainsi que la haute représentante de l'Union européenne, nous sommes réunis sous la présidence canadienne du G7, à Niagara, les 11 et 12 novembre 2025. Nous nous sommes réjouis de la participation des ministres des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde, du Mexique, de la République de Corée, du Royaume d'Arabie saoudite et de l'Ukraine, qui se sont joints à nous pour discuter de la sécurité et de la prospérité maritimes, des minéraux critiques, de la résilience économique et de la sécurité énergétique.

Prospérité, sécurité et défense à long terme de l'Ukraine

Nous avons réaffirmé notre soutien indéfectible envers l'Ukraine dans la défense de son intégrité territoriale et de son droit à exister, ainsi que de sa liberté, de sa souveraineté et de son indépendance.

Nous avons réitéré qu'un cessez-le-feu immédiat était nécessaire de toute urgence. Nous avons convenu que la ligne de communication actuelle devrait être le point de départ des négociations. Nous continuons à adhérer au principe selon lequel les frontières internationales ne doivent pas être modifiées par la force.

Nous augmentons les coûts économiques pour la Russie et examinons les mesures à prendre à l'encontre des pays et des entités qui contribuent à financer les efforts de guerre de la Russie.

Nous avons condamné la fourniture d'une aide militaire à la Russie par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et par l'Iran, ainsi que la fourniture d'armes et de composants à double usage par la Chine, qui joue un rôle déterminant dans la guerre menée par la Russie.

Nous avons pris acte des discussions en cours sur un large éventail d'options de financement, notamment la poursuite de l'exploitation coordonnée des actifs souverains russes immobilisés dans nos pays afin de soutenir l'Ukraine.

Nous avons fermement condamné les récentes attaques directes de la Russie contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine, et réaffirmé notre soutien à sa sécurité énergétique.

Paix et stabilité au Moyen-Orient

Nous avons réitéré notre soutien sans faille au plan global du président Trump visant à mettre fin au conflit à Gaza. Nous avons salué le cessez-le-feu et la libération des otages. Nous avons souligné l'urgence de restituer les dépouilles des otages décédés. Nous avons également applaudi l'augmentation des apports d'aide, mais nous avons exprimé notre préoccupation face aux restrictions qui restent en vigueur et avons demandé à toutes les parties de permettre l'acheminement sans entrave d'une aide humanitaire à grande échelle, par l'intermédiaire des Nations Unies et de ses agences, ainsi que du Croissant-Rouge, en plus d'autres institutions

internationales et organisations non gouvernementales internationales, comme le prévoit le plan du président Trump.

Il est essentiel que toutes les parties continuent à s'engager de manière constructive dans les prochaines étapes décrites dans le plan global, afin d'établir un climat politique permettant une coexistence pacifique et prospère entre les peuples israélien et palestinien, qui favorisera la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Nous continuerons également à accorder une attention particulière à la situation en Cisjordanie.

Nous avons demandé à l'Iran de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Iran doit reprendre sa pleine coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, notamment en autorisant l'inspection de toutes ses installations et de tous ses matériaux nucléaires. Nous avons appelé l'Iran à engager des pourparlers directs avec les États-Unis, avec le soutien du groupe E3. Nous continuons à appeler tous les États membres des Nations Unies à respecter leurs obligations à la suite de la mise en œuvre légale de la règle de caducité.

Sécurité et prospérité régionales dans l'Indo-Pacifique

Nous avons réaffirmé l'importance d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, fondé sur l'état de droit. Nous avons réitéré notre ferme opposition à toute tentative unilatérale de modifier le statu quo, en particulier par la force ou la coercition, notamment en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale.

Nous avons exprimé notre profonde préoccupation face à l'utilisation de manœuvres dangereuses et de canons à eau en mer de Chine méridionale, ainsi qu'aux efforts visant à restreindre la liberté de navigation et de survol par la militarisation et la coercition dans cette région. Nous avons réaffirmé que la sentence rendue le 12 juillet 2016 par le tribunal arbitral constituait une étape importante liant les parties.

Nous avons insisté sur l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan, et nous nous sommes opposés à toute tentative unilatérale de modifier le statu quo, en particulier par la force ou la coercition. Nous avons encouragé le règlement pacifique des enjeux relatifs au détroit de Taïwan par un dialogue constructif. Nous avons également exprimé notre soutien à la participation significative de Taïwan aux organisations internationales appropriées.

Nous demeurons préoccupés par le renforcement militaire de la Chine et l'augmentation rapide de son arsenal d'armes nucléaires, et nous exhortons Beijing à démontrer son engagement en faveur de la stabilité en améliorant sa transparence.

Nous avons fermement condamné les programmes nucléaires et balistiques de la RPDC et réaffirmé notre engagement en faveur de la dénucléarisation complète de la RPDC, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons exprimé notre profonde préoccupation face aux vols de cryptomonnaies commis par la RPDC. En outre, nous avons demandé à la RPDC de résoudre rapidement l'enjeu des enlèvements.

Haïti

Nous avons souligné la nécessité d'apporter des contributions volontaires financières et en personnel pour mettre en œuvre la résolution 2793 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons exhorté les autorités haïtiennes à présenter un plan concret et un calendrier pour la

tenue d'élections libres et équitables. Nous nous sommes réjouis du lancement d'une initiative régionale pour la sécurité maritime qui vise à lutter contre la criminalité transnationale organisée et à renforcer la stabilité et la résilience en Haïti et dans les Caraïbes grâce à une sécurité maritime accrue.

Soudan

Nous avons fermement condamné la récente escalade de violence et les attaques souvent motivées par des considérations ethniques perpétrées par les Forces de soutien rapide contre des civiles et civils non armés et des travailleuses et travailleurs humanitaires, en particulier à El Fasher et dans le Kordofan du Nord. Nous déplorons l'impact dévastateur de cette guerre sur les civils et civiles, notamment la famine qui a conduit à la plus grande crise humanitaire au monde. Nous condamnons sans équivoque les violences sexuelles. Nous avons exhorté les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises à respecter les droits de la personne, à désamorcer la situation, à s'engager à un cessez-le-feu immédiat et permanent, et à garantir le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire. Nous avons exprimé notre soutien aux efforts diplomatiques en cours pour rétablir la paix et la sécurité, et nous avons demandé aux acteurs extérieurs d'y contribuer.

Région de l'est de la République démocratique du Congo

Nous restons profondément préoccupés par la violence persistante et les informations faisant état de violations des droits de la personne dans la région de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), y compris les violences sexuelles liées au conflit. Nous avons appelé toutes les parties à protéger la population civile et à faciliter l'accès humanitaire. Nous avons exhorté toutes les parties à s'engager de bonne foi dans le processus de paix afin d'assurer une paix et une sécurité durables, conformément à la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons demandé aux parties de respecter leurs engagements de mettre pleinement en œuvre l'accord de paix du 27 juin et la déclaration de principes du 19 juillet. Nous avons accueilli favorablement la Conférence de soutien à la paix et à la stabilité dans la région des Grands Lacs, qui s'est tenue le 30 octobre 2025 à Paris.

Migration

Nous avons pris note des graves répercussions des conflits et de l'instabilité sur les pays et les régions touchés, ainsi que sur la sécurité régionale et internationale dans son ensemble, qui compromettent la croissance et le développement, réduisent les possibilités et favorisent les déplacements de population et la migration irrégulière. Nous nous sommes engagés à aborder ces questions lors d'une prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères du G7.

Sécurité et prospérité maritimes

La sécurité et la prospérité maritimes sont essentielles à la stabilité mondiale, à la résilience économique et au bien-être de toutes les nations. Nous avons réaffirmé le rôle important de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Nous avons rappelé la déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur la sécurité et la prospérité maritimes, adoptée à Charlevoix, au Québec, le 14 mars 2025. Nous avons salué le travail accompli par les membres du groupe de travail du G7 sur les flottes fantômes (constitué de pays du Nordic-Baltic 8 et d'autres pays).

Nous avons réitéré notre engagement à renforcer la coordination du G7 avec ses partenaires afin d'empêcher l'utilisation de navires non enregistrés ou enregistrés de manière frauduleuse, non assurés et non conformes aux normes, qui se livrent à des activités telles que le contournement des sanctions, les pratiques de navigation risquées, les transferts d'armes, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le commerce clandestin et la criminalité maritime.

Nous avons réaffirmé notre engagement commun à lutter contre les menaces hybrides, notamment les activités visant les infrastructures sous-marines critiques, et à renforcer notre partenariat afin de sécuriser les ports et les routes maritimes pour lutter contre le trafic de drogues illicites.

Résilience économique, sécurité énergétique et minéraux critiques

En nous appuyant sur le Plan d'action sur les minéraux critiques du G7, la feuille de route du G7 visant à promouvoir des marchés fondés sur des normes pour les minéraux critiques et l'Alliance sur la production, nous recherchons des partenariats qui favorisent le développement économique, l'innovation, la résilience et la durabilité des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la prospérité partagée et la sécurité commune au-delà du G7.

Nous avons exprimé notre préoccupation particulière concernant l'utilisation de politiques et de pratiques non commerciales visant à perturber les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, ainsi que d'autres formes de distorsions du marché, notamment la surcapacité. À cet égard, nous saluons les résultats des récentes discussions entre les États-Unis et la Chine, et décourageons toute future politique susceptible d'entraver la prévisibilité des échanges commerciaux, notamment ceux qui concernent les minéraux critiques.

Les membres du G7 ont convenu de mener, conjointement avec leurs partenaires, des initiatives concrètes visant à remédier à leurs vulnérabilités en réduisant leurs dépendances et en renforçant leur résilience et leur sécurité économiques collectives.